

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

(N° 5. — JUIN 1848.) (1)

L'Assemblée générale de la Société, pour l'année 1848, convoquée déjà deux fois, le 16 mai et le 26 juin derniers, n'ayant pu se réunir, par suite des événements politiques, le Conseil administratif a décidé que sa prochaine séance mensuelle tiendrait lieu de cette Assemblée. En conséquence, MM. les sociétaires sont invités à y assister, *lundi 7 août, à trois heures précises, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 10.*

I.

PROCÈS-VERBAUX.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

TENUE LE 5 JUIN 1848,

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. MAGNIN, VICE-PRÉSIDENT.

Ouvrages offerts à la Société.

De la part de l'Académie des sciences de Bavière :

Mémoires de cette Académie (*Abhandlungen*, etc.); classe philosophico-philologique, vol. V, 4^{re} livr. Munich, 1847, in-4°.
— Classe mathématique-physique, vol. V, 4^{re} livr. Munich, 1847, in-4°.

(1) Le n° 4, contenant les procès-verbaux des séances d'avril et de mai doit être intitulé : avril-mai 1848. C'est par erreur qu'il porte pour titre *avril* seulement.

Gelehrte anzeigen, t. XXIV-XXV, année 1847.

Bulletin des séances de l'Académie, n^{os} 8 à 35, 6 avril — 25 décembre 1847.

E. von Lasaulx : *Entwicklungsgang des Griechischen und Römischen*, etc., 1847, br. in-4°.

De la part de la Société d'histoire de la Suisse romande :

Mémoires et documents publiés par cette société, t. V, 2^e livr. contenant la *Chronique de la ville de Cossonay*, par M. L. de Charrière. Lausanne, 1847, in-8°. — T. VII, 2^e livr. *Recueil de chartes, statuts et documents concernant l'ancien évêché de Lausanne*; par MM. F. de Gingins de la Sarraz et Fr. Forel. Lausanne, 1847, in-8°.

De la part de l'Académie de Rouen :

Précis analytique des travaux de l'Académie des sciences de Rouen, 1847, in-8°.

De la part de la Société française pour la conservation des monuments nationaux :

Bulletin monumental, XIV^e vol., n^o 3, 1848.

Correspondance.

M. le président de l'Académie des Sciences de Bavière offre à la Société les volumes de cette académie indiqués ci-dessus.

M. de La Fons de Melicocq adresse la copie d'un document inédit du XV^e siècle, conservé dans les archives du bailliage de Noyon. (Renvoyé à la rédaction du *Bulletin*.)

Travaux de la Société.

Le secrétaire présente l'état des impressions :

Registres de l'hôtel de ville de Paris, t. III; les feuilles 24 et 25 sont tirées; les feuilles 26 et 27 sont en épreuves.

Vie de saint Louis, t. IV; les feuilles 11 à 13 sont chez l'auteur; la suite est composée jusqu'à la feuille 16.

Pour le dernier volume des *Procès de Jeanne d'Arc*, on attend toujours l'introduction et la table.

Sur la proposition de M. de Wailly, le Conseil autorise M. de Gaulle à continuer de préparer la copie du 5^e volume de la *Vie de saint Louis*, dont l'impression pourra commencer aussitôt après la terminaison du 4^e volume.

M. le trésorier rend compte de l'état des recettes.

M. le président consulte le Conseil sur l'opportunité de fixer un jour pour l'assemblée générale de la Société, qui n'a pu avoir lieu le 16 mai dernier par suite des événements politiques. Le Conseil re-

met cette séance au 26 juin : elle se tiendra aux Archives nationales, dans la salle des cours de l'École des Chartes, que M. le Directeur des Archives et de l'École a bien voulu mettre à la disposition de la Société. L'avis en sera inséré dans le prochain numéro du *Bulletin*, et une seconde lettre circulaire sera adressée à tous les membres demeurant à Paris (1).

Le renouvellement du bureau du Conseil est renvoyé après l'assemblée générale.

NÉCROLOGIE.

M. ÉMILE CHARRE.

Un des plus jeunes membres de la Société de l'Histoire de France, M. Émile Charre, est mort le 24 juin en combattant dans les rangs de la garde nationale. Au milieu du deuil public, nous lui devons une large part de regrets. Chaque année laisse dans nos rangs des places vides, et désigne à nos hommages les noms d'hommes éminents dans les sciences ou dans les lettres ; mais jamais des circonstances aussi douloureuses n'ont entouré la mort d'aucun d'entre nous. S'il fallait de nouvelles leçons pour nous apprendre à détester les discordes civiles, il ne s'en trouverait pas de plus tristement instructive que cette fin prématurée d'une vie déjà marquée par le travail, honorée par la bienfaisance, pleine des promesses d'un utile avenir.

A peine sorti du collège, M. Émile Charre, tout en suivant avec succès les cours de l'École de droit, s'était livré à l'étude des sciences naturelles ; l'ornithologie et l'entomologie étaient les sujets préférés de ses travaux. Il joignait à des connaissances sérieusement acquises, le goût des collections qui sont l'auxiliaire et comme l'ornement de la science : ses études mêmes devenaient ainsi l'occupation de ses loisirs. C'est cette vie laborieuse et calme qu'il n'a pas hésité à exposer pour la défense de l'ordre où il voyait le salut de son pays ; il exposait bien plus encore : le bonheur d'un père et d'une mère qui pleurent aujourd'hui leur fils unique.

Pendant que, réunis autour de cette tombe sitôt fermée, nous nous livrions à de si justes sujets de douleur, d'autres larmes coulaient auprès de nous : c'étaient celles des malheureux qu'il aimait à secourir, et qui, dans leur affliction reconnaissante, ne trouvent

(1) Cette séance n'a pu avoir lieu par le même motif qui avait empêché celle du 16 mai.

aujourd'hui de consolation qu'à trahir le secret de leur modeste bienfaiteur.

II.

VARIÉTÉS.

Notes sur les archives départementales et communales.

ARTOIS. — PAS-DE-CALAIS.

(Suite.)

Archives départementales, à Arras.

Dans ce fonds des États d'Artois, les copies des rôles de centièmes de 1569, les rôles de vingtièmes de 1760, ceux de centièmes de 1780, formant un nombre total de 2,273, ont été reliés, classés, inventoriés de manière à rendre les recherches très-faciles. Pour compléter cette série de documents, les cahiers de vingtièmes de 1757, au nombre de 842, ont été de même classés et inventoriés par ordre alphabétique de communes, et réunis dans les rayons du dépôt général aux rôles qui viennent d'être mentionnés.

Un grand nombre de rôles de vingtièmes et de centièmes, plusieurs plans de communes et de marais, concernant des villages de l'ancienne province d'Artois, qui, depuis la division de la France en départements, font partie du Nord et de la Somme, existaient dans les archives du Pas-de-Calais. On a réuni aux archives du département du Nord tous ceux de ces papiers qui le concernent.

Le fonds des notaires et tabellions ou greffe du *Gros* d'Arras, comprenant 4,560 liasses, a été mis en bon ordre. Les baux, arrentements, accords, conventions, transactions, inventaires, partages, adjudications, procurations, obligations, donations, échanges, ventes, reconnaissances, mariages, testaments, ventes, etc., sont classés par nature d'actes et par ordre chronologique.

Des titres et papiers des abbayes, prieurés, prévôtés, chartreuses, couvents, séminaires, collégiales, cures, fabriques, hôpitaux, etc., les titres féodaux et de famille, ceux des collèges, des confréries et sociétés laïques, avaient été confondus, dans l'origine, avec les papiers des districts dans l'étendue desquels ces différents établissements étaient situés. On a distribué régulièrement par fonds ces divers documents.

Archives du Chapitre de Saint-Omer.

L'église collégiale de Notre-Dame de Saint-Omer fondée au *vii^e* siècle, devint cathédrale en 1558 lorsque le pape Paul IV érigea

dans cette ville un évêché qui a subsisté jusqu'à la révolution (voy. l'*Annuaire de 1847*, p. 485). Malgré les lois du 5 novembre 1790 et du 5 brumaire an v, cette église a toujours conservé le dépôt de ses titres, qui forment une collection importante. Ses archives en désordre restèrent entassées pêle-mêle sur les dalles humides d'une tour jusqu'en 1839. A cette époque elles furent recueillies par M. de Givenchy, secrétaire de la Société des Antiquaires de la Morinie, et, en 1843, M. Vallet de Viriville, archiviste-paléographe, fut chargé par le ministre de l'instruction publique d'en faire le classement. Ce travail a donné lieu à un intéressant rapport qui a été publié en 1844, et dont nous nous bornerons à donner un résumé succinct. Ce dépôt, où l'on remarque plusieurs documents remontant au xi^e siècle, forme un ensemble de près de 40,000 registres, et *six mètres cubes* de feuilles volantes et titres détachés. Presque tout ce qui est écrit sur papier est fort endommagé par l'humidité : sur plusieurs centaines de pièces scellées, on en trouverait difficilement une seule dont le sceau soit resté intact. Le catalogue analytique qui accompagne le rapport de M. Vallet se divise en deux séries. La première série comprend les *liasses*, au nombre de 45, classées sous les titres suivants : Inventaires, bulles, chartes ecclésiastiques, diplômes laïques, privilèges, histoire intérieure et particulière de l'église, polémique avec l'abbaye de Saint-Bertin; bibliothèque, archéologie, beaux-arts, musique, poésie; les liasses 49-24 contiennent la correspondance, qui se compose de plusieurs milliers de lettres d'une faible importance historique, mais dont un grand nombre émane de personnages célèbres. Dans la seconde série, sont classés les *registres*, qui, faute de temps, n'ont pu être complètement dépouillés. On y remarque la collection des délibérations capitulaires, en 25 volumes; un cartulaire des titres de la chapelle de Saint-Blaise (xv^e siècle), un obituaire du xvi^e siècle, et nombre de registres de l'*escoterie*, école fondée dans le sein du chapitre pour les jeunes ecclésiastiques sans fortune. Ces précieuses archives doivent être définitivement installées dans une des salles de l'hôtel de ville de Saint-Omer.

Archives communales.

Les archives de la ville de Saint-Omer doivent être citées pour le nombre, l'importance historique et surtout la parfaite conservation des documents. On y remarque beaucoup de chartes des comtes de Flandre, entre autres la charte de commune donnée en 1127 par Guillaume Cliton. Il existe un répertoire fait avant la révolution de

1789, et continué jusqu'à nos jours par les soins de l'autorité municipale.

MM. Lequien, François Morand et Piers ont exploré ou classé les archives des villes de Béthune, d'Aire et de Boulogne.

Le dépôt des archives municipales de la ville d'Aire, bien qu'ayant éprouvé, à différentes époques, des pertes considérables, est encore en possession de presque toutes les chartes de privilèges communaux qui lui ont été données depuis Philippe d'Alsace, auteur de la plus ancienne (1187); les capitulations de siège y sont également conservées. On y trouve des registres ou cahiers aux comptes au nombre de plus de trois cents, commençant à 1483, sur parchemin, jusqu'à 1564, et, après quelques lacunes dans le xvi^e siècle, se continuant jusqu'à 1789. La collection des registres aux délibérations municipales a été perdue, si ce n'est à partir de 1739 jusqu'à 1789. Divers registres contiennent les règlements relatifs à la police de la ville et aux corps de métiers.

Par un arrêté du mois de décembre 1845, le maire de Calais (M. Legros-Devot) a formé une commission historique chargée de la recherche, du classement, de la conservation, de l'analyse et de la publication, intégrale ou par extraits, des manuscrits, chartes et diplômes, anciens titres, cartes et plans, et de tous autres documents propres à établir ou à éclairer l'histoire de Calais. Cet arrêté est motivé sur la dispersion des archives de cette ville. On ne possède en effet que peu de matériaux relatifs aux années qui ont précédé la prise de Calais par les Anglais. Ceux qui concernent les époques d'occupations étrangères ne sont pas plus nombreux. Le dépôt d'archives communales ne date guère que des premières années du xvii^e siècle, et encore laisse-t-il beaucoup à désirer.

Voici les documents historiques relatifs à Calais, que l'on a pu se procurer :

1^o Le relevé de 179 titres analytiques de pièces qui intéressent Calais, copiés sur des cartes qui ont été prêtées par M. Martial-Delpit et extraites de différents dépôts de Paris et de Londres;

2^o La copie due à M. Godin et à M. l'abbé de Parenty, de 35 pièces originales des xiii^e et xiv^e siècles, provenant des archives départementales à Arras; la plupart de ces pièces concernant l'histoire financière de la ville;

3^o Le relevé de 135 pièces de titres sur Calais, extraits de la collection manuscrite de Bréquigny, déposée à la bibliothèque nationale;

4^o L'inventaire dû à M. Martial-Delpit, du 9^e paquet de la correspondance relative à Calais, déposée au *State paper office*, à Londres;

5° La copie due à M. Martial-Delpit, du compte du bailli de Calais en 1268. La possession de cette pièce est d'autant plus importante que l'administration municipale a déjà acquis les comptes des baillis de Calais en 1307, 1308, 1309, 1312, 1313, 1324 et 1326 provenant de l'importante collection Monteil. Dans le compte de 1324, on trouve le nom d'Eustache de Saint-Pierre;

6° L'inventaire certifié des titres de 24 plans et cartes de la ville et du port de Calais, qui se trouvent au dépôt général de la marine, à Paris, et qui ont été découverts par M. le maire de Calais;

7° La copie de portions de six de ces plans, concernant le port de Calais à diverses époques.

Il a fallu entretenir une correspondance avec l'Angleterre, la Belgique, Paris et Arras, pour se procurer ces pièces et connaître la direction à donner aux démarches et aux investigations.

PICARDIE. — SOMME.

Archives départementales.

Ce dépôt, qui occupe le principal corps de logis de l'ancien couvent des Feuillants, à Amiens, est dans une situation de conservation et de bon ordre très-satisfaisante, due aux soins assidus que l'archiviste (M. Dorbis) y consacre depuis près de dix ans.

Le nombre des titres, papiers, registres appartenant aux archives antérieures à 1790, qui ont été jusqu'à présent inventoriés, numérotés et estampillés, s'élève à 9,000 environ, indépendamment d'une assez grande quantité de pièces en double ou triple exemplaire.

Les inventaires rédigés comprennent notamment la collection des édits, lettres patentes et arrêts du conseil d'État de 1597 à 1789, les jugements et sentences des bailliages d'Amiens, Abbeville, Montdidier, Péronne et Roye, les délibérations de la communauté des procureurs du bailliage d'Amiens, et divers renseignements sur les juridictions consulaires et autres de la généralité d'Amiens; les ordonnances des intendants de Picardie; les impositions de toute nature, entre autres les octrois de Picardie; les registres aux délibérations et procès-verbaux des séances de l'assemblée provinciale de Picardie et de la commission intermédiaire, et des assemblées d'Amiens, Abbeville, Doullens, Montdidier et Péronne; les registres du bureau des finances de la généralité d'Amiens, enfin des documents de toute espèce concernant l'administration des ponts et chaussées et les travaux de dessèchement.

Au nombre des documents qui proviennent de l'ancienne inten-

dance de Picardie, on signale des mémoires et des rapports précieux sur la législation, les sciences, les arts, l'industrie, le commerce, les maîtrises et les jurandes. Une foule d'échantillons des étoffes de toute espèce qui se fabriquaient en Picardie au XVIII^e siècle, sont joints aux papiers qui concernent les fabriques et manufactures.

On a dressé un répertoire spécial des plans terriers qui ont été restaurés successivement, grâce au vote annuel d'une allocation relative à cet objet, par le conseil général. Cette collection est fréquemment consultée par les propriétaires qui en réclament des extraits dont ils ont à faire la production en justice.

Des inventaires qui ont été dressés la plupart vers la fin du dernier siècle par le paléographe Lemoine, ont été ou pourront être utilement employés dans le classement des archives ecclésiastiques.

Celui du chapitre de l'église cathédrale d'Amiens (1775) comprend sept volumes in-folio. Dans ce fonds, les pièces relatives au spirituel ont été conservées presque intégralement ; celles qui concernent le temporel, diminuées d'un tiers environ, renferment des documents fort importants pour l'histoire, à cause des conflits de juridiction qui ont existé entre la ville et le chapitre. Il se rencontre de nombreuses lacunes parmi les titres relatifs aux seigneuries et aux propriétés du chapitre.

L'inventaire de l'église collégiale de Saint-Nicolas d'Amiens (1776) forme un volume in-folio. Un autre volume de la même date concerne les archives de l'université des chapelains de Notre-Dame.

L'inventaire de l'abbaye de Saint-Pierre de Corbie, rédigé en 1780 par Lemoine, avec beaucoup de soin, comprend six volumes in-folio. La bibliothèque nationale, déjà en possession des beaux cartulaires de cette abbaye, a fait copier à ses frais ces six volumes ; une autre copie en a été faite aussi pour les archives nationales. Malgré les déprédations que ces archives ont subies à l'époque de la révolution et au commencement de l'empire, des chartes en grand nombre du XII^e et du XIII^e siècle offrant le plus haut intérêt pour l'histoire et la paléographie, s'y trouvent encore. Mais tel était le désordre de ce chartrier, que les recherches y étaient extrêmement pénibles, souvent même infructueuses.

Par un travail prolongé, l'archiviste est parvenu à faire le récolement de ces titres, et il a donné le résumé des six volumes de Lemoine en un volume in-folio de 200 pages, sous forme d'un tableau, divisé en cinq colonnes, qui comprennent le numéro d'ordre, la date, la désignation, la nature des titres et l'indication de ceux qui sont aux archives ou qui y manquent.

Un inventaire du même Lemoine pour la confrérie des *Caritables* de Corbie forme un volume in-folio.

Un autre se rapporte à l'évêché d'Amiens. Il n'est pas du même auteur : il a été commencé en 1744 et terminé en 1746. On peut évaluer à près des deux tiers le nombre des pièces qui manquent : toutefois, il reste bon nombre de chartes des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles fort importantes pour l'histoire.

Il existe dans le fonds de l'abbaye de Saint-Riquier un manuscrit intitulé improprement cartulaire, qui est une copie faite au ^{xviii}^e siècle d'un manuscrit de 1489. On y trouve l'analyse, en français, des chartes de l'abbaye, depuis 1087 jusqu'à 1460, au nombre de 754 ; mais pas un seul titre n'y est transcrit littéralement.

Un registre terrier de la commanderie d'Éterpigny, canton de Péronne, qui existait depuis la révolution de 1789 aux archives de Loir-et-Cher, a été réuni aux archives de la Somme.

Archives communales.

350 communes environ sur 834 ont fait inventorier leurs archives.

Indépendamment de la ville d'Amiens, dont les archives ont été signalées, dans le rapport officiel de 1841, pour leur ancienneté, leur richesse et leur importance historique, plusieurs villes, dans ce département, possèdent bon nombre de titres qui peuvent fixer l'attention des paléographes et des historiens. M. H. Dusevel a exploré quelques-uns de ces dépôts : nous en ferons connaître la situation par un extrait des notes recueillies par cet archéologue.

Peu de villes possèdent des archives aussi complètes, aussi bien tenues que celle de Péronne. Il en existait autrefois plusieurs inventaires rédigés au commencement du ^{xviii}^e siècle ; la mairie paraît ne les avoir pas conservés.

Une collection fort belle, pleine de renseignements curieux et intéressants, celle des *registres aux délibérations de l'échevinage*, la plupart de format in-4° et reliés en parchemin, commence à l'année 1349 et se continue presque sans interruption jusqu'à nos jours.

Les chartes ont été réunies dans deux boîtes en forme de grands volumes fermant à clef. On y remarque : 1° des lettres patentes de Philippe Auguste, du 1^{er} juin 1190, datées d'Acre, par lesquelles ce monarque déclare ou notifie aux habitants de Péronne qu'il rentre dans la possession et jouissance de cette ville au moyen de la mort de Philippe, comte de Flandre, survenue à Acre ; 2° des lettres du même monarque relatives au droit des habitants de Pé-

ronne de mener paître leurs bestiaux dans les marais voisins ; 3° une charte du 28 janvier 1368 qui confirme, en la modifiant, la charte de commerce octroyée en l'an 1209 par Philippe Auguste ; 4° une ordonnance du roi Charles VI, datée de l'an 1412, pour faire cesser les *assemblées de charivari* fort tumultueuses qu'il était d'usage de tenir quand une femme veuve se remariait ; 5° des lettres de Louis XI, février 1476, portant : 1° abolition de tout ce qui s'était passé à Péronne, à l'encontre de la personne de ce monarque, pendant que Charles le Téméraire occupait cette ville ; 2° confirmation des privilèges accordés à ses habitants pour s'être soumis à l'obéissance du roi de France, aussitôt la mort de son frère et cousin, Charles de Bourgogne, où il est fait allusion à la détention de Louis XI dans la tour de Péronne, en 1468, et à la conduite peu respectueuse qu'avaient tenue alors envers lui les nobles, les gens d'Eglise et les bourgeois ; 6° des lettres de Henri IV datées du camp devant Laon, le 1^{er} juin 1594, contenant les articles du traité conclu entre ce monarque, les habitants de Péronne et M. d'Estournel qui en était alors gouverneur, pour la reddition de cette ville et de celles de Montdidier et de Roye à ce prince.

Picquigny, autrefois baronnie célèbre, s'est vu dépouiller, pendant la révolution, d'une partie de ses titres historiques. Un inventaire assez bien fait remontant au commencement du xvii^e siècle, mentionne des titres qui ne se retrouvent plus : mais il en reste d'autres concernant divers droits, franchises et privilèges depuis les premières années du xv^e siècle.

Les archives de Doullens, qui semblent présenter de nombreuses lacunes remontant à une époque assez éloignée, conservent néanmoins quelques documents remarquables, entre autres l'original de la charte de commune octroyée aux bourgeois de Doullens, par Guillaume III, comte de Ponthieu, en 1202, et un cartulaire sur vélin, du xv^e siècle.

Montdidier possédait autrefois des archives d'une grande importance historique. Malheureusement ses chartes, ses lettres patentes, ses registres aux comptes et aux délibérations, ont été brûlés à l'époque de 1793, avec les bulles, les brefs et les autres titres des religieux bénédictins de la même ville. Un énorme volume in-folio contenant le *Recueil de tous les événements mémorables survenus dans le pays* et qui étaient successivement enregistrés par les contemporains dans cette espèce de Mémorial chronologique, a également péri dans les flammes. On n'a sauvé que l'*Inventaire des titres fait par le mayeur François de la Morlière en 1674*.

Le gros bourg de Poix n'a conservé que des copies de chartes ;

mais comme elles sont certifiées avoir été prises sur les originaux par des officiers publics compétents, elles ont un caractère positif d'authenticité. Les plus dignes d'attention portent les dates de 1173, 1202, 1229, 1248, 1289, 1341 et 1393. Le préambule de cette dernière porte que, sous le roi Jean, les Anglais brûlèrent Poix, et que les habitants perdirent alors leurs *cartes* (chartes), *lectres*, *instruments* et *immunités* : on chercherait donc vainement dans les archives de Poix des titres originaux d'une époque antérieure.

Les hospices de Roye, Albert, Athis et Ham ont fait rédiger les inventaires de leurs archives.

AISNE.

Archives départementales.

Les pièces de l'intendance de Soissons dont le ressort était beaucoup plus étendu que celui de la préfecture de l'Aisne, n'offrent plus qu'une collection incomplète. Des commissaires délégués en 1790 par les départements voisins qui faisaient autrefois partie du ressort de la généralité, ont distrait une forte partie de dossiers. Depuis cette première opération, on a renvoyé dans le département de l'Oise des plans et pièces qui intéressent les communes de ce département.

Des mesures ont été prises pour la restauration des anciens plans, fort nombreux et souvent consultés.

Les sceaux, pour être préservés de la poussière et des contacts extérieurs, ont été renfermés dans des boîtes en fer-blanc.

A l'aide du classement (commencé en 1820, terminé en 1825) et des inventaires qui existaient dans ce dépôt, l'archiviste, bien que n'ayant aucun auxiliaire, a pu suffire à tous les soins divers de son emploi, et il s'est occupé de remanier successivement, dans ses différentes parties, l'ordre qui avait servi de base aux travaux antérieurs.

Nous avons sous les yeux un tableau statistique des archives antérieures à 1790 dressé par lui. Parmi les pièces rangées dans ce tableau sous le titre d'*Archives civiles*, la plupart sont des titres féodaux concernant les duchés de Guise et de Saint-Simon, les marquisats de Vervins, de Genlis, de Blérancourt, de Coucy, d'Aumont, de Cœuvres, d'Armentières; les comtés de Braisne, de Joyeuse; les vicomtés d'Ostel, d'Oisy, de Saponay, de Suzy; les baronnies de Laboué, d'Iron, de Connigis et un grand nombre de seigneuries. Le plus ancien de ces titres féodaux ne remonte pas au delà de 1438. La partie ecclésiastique de ces archives est la plus considérable. Outre les cartulaires dont on a donné la liste dans ce Bulletin (1843, p. 24), on y trouve les titres des évêchés de Laon et de Soissons et ceux

des abbayes de ces deux diocèses, dont quelques-unes, comme celles de Saint-Vincent de Laon, de Prémontré, de Saint-Médard et de Saint-Jean-des-Vignes de Soissons, de Longpont, avaient une grande importance. La plus ancienne charte que nous trouvions citée parmi les titres autres que ceux des cartulaires, est une donation faite en 978 par Albert et sa femme, à l'abbaye de Saint-Vincent de Laon, d'une ferme située à Serancourt.

Composé d'une grande salle éclairée par cinq croisées, de quatre autres pièces de dimensions inégales, le local des archives départementales de l'Aisne est dans un état convenable, pourvu de rayons, et suffit, quant à présent, aux besoins du service.

Archives communales.

Pour les 838 communes que le département renferme, on n'a encore obtenu que 200 inventaires environ : la plupart laissent beaucoup à désirer. A Villers-Cotterets, ce travail a été exécuté avec beaucoup de soin.

Les villes de Laon et de Saint-Quentin ont également fait exécuter un classement complet de leurs archives, qui ont de l'importance. On assure que les anciens comptes municipaux de Saint-Quentin remontent à l'année 1260.

Il n'y a dans ce département qu'un bien petit nombre de communes qui possèdent des titres anciens.

OISE.

Archives départementales.

L'état de confusion de ces archives ayant duré près de quarante ans, ayant même été aggravé dans l'intervalle par un déplacement subit pour cause d'incendie, et plus tard par un déménagement exécuté sans précaution, les travaux nécessaires pour les mettre en bon ordre ont été aussi longs que pénibles. Ce fut à l'occasion de procès très-importants pour quelques communes que l'on comprit, en 1836, l'urgence d'apporter quelque ordre dans les papiers antérieurs à 1790. Pour rendre les recherches d'abord au moins possibles, on s'est occupé, non d'entreprendre un classement complètement méthodique, mais de rapprocher les liasses par fonds, c'est-à-dire, par établissement, en donnant à chaque dossier une chemise sur laquelle on transcrit l'énonciation succincte de son contenu. La plupart des fonds importants, entre autres les trois évêchés de Beauvais, Noyon et Senlis, 28 abbayes, 10 chapitres ou collégiales, 9 couvents ou communautés religieuses diverses, ont été reconstitués de cette manière au milieu du désordre immense de ces archives et

dans un local insuffisant et incommode. On a transmis et déposé aux archives nationales, en exécution des instructions du ministre de l'intérieur relatives aux archives départementales, les copies des inventaires sommaires qui ont été rédigés dans un ordre topographique pour trois fonds dont voici l'indication :

	DATES des pièces.	REGISTRES ou volumes.	LIASSES ou cartons.	CHARTES.
Abbaye de Saint-Quentin-lès Beauvais.	De 1097 à 1787.	2	22	419
— de Saint-Lucien.....	Du xii ^e siècle à 1767.	»	24	623
— d'Ourscamps.....	De 1147 à 1789.	»	13	226

Quelques inventaires anciens faciliteront les travaux du classement. En voici la désignation :

Abbaye de Froidmont, 2 vol. in-folio rédigés en 1768, contenant l'indication ou l'extrait de 3,904 pièces, à partir de l'an 1140, jusqu'au milieu du xvin^e siècle.

Même fonds. 4 vol. in-folio. xvin^e siècle. — 1982 pièces mentionnées ou par extraits, de 1164 à 1692.

Abbaye de Saint-Quentin-lès-Beauvais. 4 vol. in-folio rédigé en 1740. — 1,957 pièces par extraits. Préface historique et catalogue des noms des abbés.

Abbaye de Saint-Lucien. 4 vol. in-folio rédigé en 1669. — Extraits de 1,675 pièces, de 1127 à 1683.

Abbaye de Saint-Vincent de Senlis. 3 vol. in-folio. xvin^e siècle. — 6,146 pièces par extraits, de 1069 à 1785.

Prieuré de Saint-Leu d'Esserent. 2 vol. in-folio rédigés en 1783. — Extraits de 3,411 pièces, du xi^e siècle à 1784.

Couvent de Trinitaires de Saint-André. 3 vol. in-folio rédigés en 1781. — 867 pièces par extraits, de 1146 à 1781.

Église de Senlis. 14 vol. in-folio; commencés en 1766, terminés en 1772. — 13,107 pièces par extraits, de 1128 à 1772.

Archives communales.

Le nombre des communes qui ont fait parvenir à la préfecture les inventaires de leurs archives est de 318 sur 700.

Archives départementales.

Un grave obstacle s'est opposé longtemps à l'amélioration de l'état de ces archives : c'était la division du local en deux parties dont une seule adjacente à la préfecture était convenable, et l'autre située à un kilomètre de la préfecture, était un vieux bâtiment dans lequel les archives antérieures à 1790, qu'on y avait déposées depuis la révolution de 1789, étaient exposées à éprouver des dommages.

A la fin de 1846, ces importants et précieux documents ont été transférés dans une vaste salle dépendante des bâtiments de la préfecture, de telle sorte qu'aujourd'hui le dépôt entier des archives du département de la Seine-Inférieure se trouve concentré dans une même enceinte.

M. Barabé, archiviste depuis quelques années, s'occupe avec assiduité d'explorer la mine féconde et jusqu'à ce jour imparfaitement connue de ces archives, qui ont été respectées presque entièrement par la révolution du siècle dernier. L'ancien archevêché et ses doyennés, le chapitre de la cathédrale, l'officialité, les trésors et fabriques des paroisses, sont les fonds auxquels il a jusqu'à présent donné particulièrement ses soins. Pour l'archevêché, il existe un ancien inventaire incomplet (in-folio rédigé en 1747) qui, sans devenir la base du nouveau classement, a servi à le préparer.

L'archiviste s'applique à rendre à une foule de pièces oubliées ou inaperçues la place qu'elles doivent occuper. Parmi des procédures marquées anciennement comme inutiles, il a découvert des titres qui renferment des détails intéressants sur l'époque de l'occupation anglaise, notamment dans les années 1424 à 1433.

Une pièce de procédure en cursive gothique, relative au conflit entre les deux juridictions ecclésiastique et séculière, révèle un fait concernant l'avocat général Desmarets, dont le nom est resté attaché à l'histoire de la sédition des Maillotins, à cause du rôle qu'il joua dans l'apaisement de cette sédition en 1382. Il mourut victime de la vengeance des ducs de Berry et de Bourgogne. Voici le passage de la pièce : « dit le procureur du roy, que maistre Jehan Desmaretz fu décapité à Paris pour ce que il avoit dit que le peuple pouoit bien faire ung roy, mais que le roy ne pouoit faire ung peuple.... » Les historiens paraissent avoir ignoré ce propos.

Le nombre des pièces, renseignements et actes qui ont trait aux relations de la France avec l'Angleterre est considérable dans les ar-

chives de la Seine-Inférieure : cela y attire beaucoup de visiteurs. Quelques recherches dans le fonds du couvent du Mont-aux-Malades y ont fait découvrir récemment une correspondance du plus grand intérêt entre Thomas Becket, archevêque de Cantorbéry, et le prieur de ce couvent.

On a fait déposer aux Archives nationales les inventaires de deux fonds ; l'un, celui de l'Hôtel-Dieu ou prieuré de la Madeleine de Rouen, renfermant 7 registres, 34 liasses et 658 chartes à partir de 1180 ; l'autre, celui de la commanderie de Sainte-Waubourg-sur-Seine, comprenant 40 registres, 4 plan, 27 liasses et 500 chartes à partir du ^{xiv}^e siècle. L'archiviste a joint à ces inventaires des notices historiques pleines d'intérêt, des transcriptions des titres les plus importants et des notes variées. En outre, l'inventaire de Sainte-Waubourg doit être fort utile à consulter aux communes et aux propriétaires qui possèdent les biens de cet établissement à la fois religieux et militaire.

Plusieurs pièces de ce même fonds contiennent des détails relatifs à Pierre Corneille ou à sa famille. On avait déjà découvert dans le fonds de l'église paroissiale de Saint-Sauveur, un compte de fabrique en 33 pages, écrit en entier de sa main, et dont M. Deville a fait l'objet d'une notice intéressante (Académie de Rouen, 1840). Dans le fonds de Sainte-Waubourg, on ne lit pas sans intérêt *un aveu rendu et signé par notre grand poète, le 22 octobre 1657, pour cinq vergées de terre en pré au triège de la Cauchette*. On y voit aussi que Pierre Corneille, père du tragique, achète de Pierre de Houel, sieur de Vatteville, son beau-frère, *une mesure, maison manante, grange, étable et fournil, contenant un acre, assis en la paroisse de Petit-Couronne, plus dix-huit acres de terre labourable tant en closaye qu'aux champs, et deux acres de bois taillis*, propriété qui passa par la suite au grand poète.

Le catalogue général des cartulaires des archives départementales, publié par la commission des archives, et le *Bulletin de la Société de l'Histoire de France* (n° de mai 1843, p. 58), ont déjà fait connaître le grand nombre de précieux cartulaires que possèdent les archives de la Seine-Inférieure.

Quelques autres volumes manuscrits de diverses sortes méritent d'être cités :

— Archevêché. — Copie faite au ^{xvii}^e siècle, du Pouillé d'Eude Rigault, archevêque de Rouen vers 1275.

— Chapitre de Notre-Dame de Rouen. — 83 registres dits capitulaires et plumitifs, écrits de l'an 1366 à 1673. Quelques lacunes résultent de la disparition de l'écriture par suite de l'humidité. Le

premier volume de cette série contient diverses transcriptions de pièces historiques concernant la ville. Il y a dans tous les autres des délibérations qui ont rapport à l'histoire locale et aux événements survenus dans la ville et dans la province, et une foule de renseignements sur la propriété des biens qui appartenaient au chapitre.

(La suite au prochain numéro.)

III.

BIBLIOGRAPHIE.

60. — *Histoire de l'administration en France*, et des progrès du pouvoir royal, depuis le règne de Philippe Auguste jusqu'à la mort de Louis XIV, par M. C. Darette de La Chavanne. Deux vol. in-8°, ensemble de 52 feuilles. Imprimerie de Beau, à Saint-Germain-en-Laye. Paris, librairie de Guillaumin. Prix..... 45 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, dans sa séance du 5 juin 1847.

61. — *Histoire de la papauté pendant les XVI^e et XVII^e siècles*, par L. Ranke; traduite de l'allemand par J. B. Haiber; publiée, augmentée d'une introduction et de nombreuses notes historiques et critiques; continuée jusqu'à nos jours par A. de Saint-Chéron. Deuxième édition, corrigée et considérablement augmentée d'après la deuxième édition allemande. 3 vol. in-8°, ensemble de 89 feuilles. Paris, imprimerie de Bailly, librairie de Sagnier et Bray. Prix..... 20 fr.

62. — *Histoire de la ville et du port de Cherbourg*, par J. T. Viaud et E. J. Fleury, D. M., conservateur de la bibliothèque de Rochefort. 2 vol. in-8°, ensemble de 66 feuilles 1/2, plus 2 cartes et 3 portraits. A Rochefort, imprimerie de Mercier, librairie de M^{me} Honorine Fleury (1845). Prix de la livraison..... 25 c.

L'ouvrage a été publié en soixante livraisons et quatre livraisons supplémentaires.

63. — *Monographie du château de La Rochefoucauld*, par J. H. Michon. In-4° de 2 feuilles. Paris, imprimerie de Bonaventure, librairies de Borrani, de Didron, de Derache et de Dumoulin.

J. DE G.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
RUE DE VAUGIRARD, N° 9.